



# ARD

## Alliance Républicaine pour le Développement

### Journal Réalité - Edition mensuelle de Mai 2019 – République de Djibouti

Président du Haut Conseil de l'Alliance républicaine pour le développement (ARD) : Adan Mohamed Abdou

Directeur de publication : Mahdi Ibrahim God # Rédacteur en chef : Maki Houmed-Gaba

#### SOMMAIRE

#### EDITORIAL

Editorial du directeur de publication.....	1
Djibouti, source de trafic d'armes .....	2
Communiqué de l'USN.....	3
Manifeste du Collectif CEDD .....	4
Message de condoléances de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples à l'occasion de la disparition du Sultan de Tadjourah.....	5
Mars 2019 au fil du mois .....	6
Condoléances de l'ARD à l'occasion du décès du sultan de Tadjourah.....	6
Commémoration du 18 <sup>e</sup> anniversaire de l'accord de paix du 12 mai 2001.....	7
20 ans de pouvoir du président Djiboutien : Guelleh partira-t-il ? .....	8
Comité de soutien à Mohamed Kadamy.....	9
Djibouti où tout est imposé, par Man Hassan..	10
Arrestation et détention arbitraire de 37 cheminots de la société des chemins de fer....	11
L'Éthiopie suspend ses livraisons d'électricité à Djibouti ? .....	12

\*

**ALLIANCE REPUBLICAINE POUR LE DEVELOPPEMENT**

**ARD – FONDEE LE 2 AVRIL 2002 A DJIBOUTI**

\*

**www.ard-djibouti.org**  
**realite\_djibouti@yahoo.fr**  
**@ARD\_Djibouti**

Page 1/12

#### EDITORIAL, par Mahdi Ibrahim God

#### LA FETE N'Y EST PAS APRES LE MOIS DE LA DISETE

Contrairement à notre jeune âge, cela fait maintenant des années que sous la dictature les enfants et leurs familles accusent la disette surtout en période de ramadan ou les produits alimentaires dans leur majorité sont importés. Une aubaine pour les commerçants de la place qui à défaut d'un contrôle des prix trouvent une occasion d'appauvrir encore plus leur propre concitoyen.

C'est dans cette extrême situation de pauvreté que s'annonce l'Eid El Adha, dont nombreux ne « fêteront » que par obligation religieuse, sous alimentés et rudimentairement vêtus. Pour eux donc pas de plaisir ni une joie visible sur leurs progénitures.

Une fête se termine une autre commence arrive. Je ne peux pas néanmoins et malgré ma colère et ma révolte contre ce régime inique et vicieux ne pas souhaiter à mes compatriotes, au nom de l'ARD et en mon nom personnel, une bonne et heureuse fête de l'Eid.

Chers compatriotes, certes comme tout peuple nous souhaitons la paix, le bonheur et la prospérité, seules qualificatifs pour un peuple respecté, uni, et démocratique. Le régime de Guelleh n'entend pas de cette oreille et continue gravement sur sa trajectoire répressive. Refus de changer de cap, accentuation de la répression de toute sorte, utilisation intensive de la politique de la carotte et du bâton, surtout à l'encontre des fonctionnaires ../..

Je ne peux ne pas oublier non plus que ce mois de Mai est une date à retenir par tout un chacun. Je rappelle pour celles et ceux qui ne s'en souviennent pas, que ce régime crépusculaire avait signé avec la plus grande figure nationale, le premier Président et fondateur de l'ARD, notre regretté Ahmed Dini Ahmed, le plus important Accord de paix et de concorde civile. C'était exactement le 12 Mai 2001. Un accord de paix que nous avons dénoncé depuis belle lurette car ce régime de tous les malheurs reste celui du « Shitara » et des vices de toute nature. De là à attendre un changement sans combat réel, dans la Capitale surtout, la situation ira en s'aggravant.

Car, cette arrogance du régime personnifiée et incarnée par son président Ismail Omar Guelleh est exactement le reflet de ce dicton célèbre d'un américain journaliste qui avait dit pour définir la dictature ceci : « La dictature est un régime où l'opinion publique ne peut s'exprimer qu'en privé ».

Je suis intimement convaincu que ce qui était vrai il y a quelques années ne l'est plus. Vous avez pu UN JOUR DE 2013 braver malgré la permanence et la persistance de la répression multiforme des forces du régime. Donc, il nous faut retrouver cette indispensable Unité pour faire face ensemble ces pratiques chères au régime lesquelles sont la brutalité, la division, la corruption, la gabegie. La dictature d'Ismail Omar Guelleh ne peut plus survivre face à cette prise de conscience nationale et cherche sans relâche à user de tous les moyens pour menacer l'existence de notre Nation en attisant la confrontation intercommunautaire.

Nous devons donc tous ensembles lui faire barrage. Car, il est bien connu que le communautarisme est une négation de l'idée même de citoyenneté. Ce système instauré par le régime issu de l'indépendance fut et est nuisible pour le pays mais à seulement autoriser la pérennisation de la dictature. La gestion du pays sur des bases communautaires a permis au régime abject de transformer notre terre en ilot de tribus et ethnies rivales. Chose que nous ne devons plus accepter durablement de l'intérieur comme de l'extérieur.

**Mahdi Ibrahim God,**  
Directeur de publication de Réalité

## Djibouti, source de trafic d'armes dans la région

### **La Lettre de l'Océan indien (LOI) confirme les informations sur le trafic d'armes reprochées à Ismaël Omar Guelleh, président de la république de Djibouti.**

**Ismail Omar Guelleh veut arrondir les angles à propos des trafics d'armes (LETTRE OCEAN INDIEN 24-05-2019)**

Alors que le ministre de la défense somalien, **Hassan Ali Amardambe**, s'est entendu dire par un député devant une commission parlementaire, le 11 mai, que Djibouti était une des sources des trafics d'armes à destination du mouvement islamiste **Al-Shabaab**, le président djiboutien **Ismail Omar Guelleh (IOG)**, dont l'étoile est déclinante en Somalie, a profité de la nuit du 17 mai pour tenter de redorer son blason.

Il a fait offrir, au sein de son ambassade à Mogadiscio, un *foutour* à des personnalités politiques et culturelles locales.

Ni le président somalien, **Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo**, ni son premier ministre, **Hassan Ali Khayre**, n'y étaient présents.

© 2019 Africa Intelligence : La Lettre de l'Océan Indien.

La rédaction remercie la Lettre de l'Océan Indien pour la reproduction in extenso de son article.



*UNION POUR LE SALUT NATIONAL*  
**ARD –UDJ-PMP-PND**  
Djibouti - République de Djibouti

Djibouti, le 3 juin 2019

**VŒUX DE L'AID EL FITR 2019 PAR L'UNION POUR LE SALUT NATIONAL (USN)**

En cette fin du Ramadan, recevez chers compatriotes citoyens de Djibouti et citoyens de tous pays musulmans les sincères vœux de bonne fête de l'Aïd el El Fitr de l'Union pour le salut national (USN).

Nous sommes inspirés par la volonté de paix et de pardon qui anime ce soir chacune et chacun d'entre vous. L'Aïd el Fitr est l'occasion pour nous tous d'implorer le pardon de Allah et d'octroyer le même pardon à notre tour à tous nos frères et sœurs de l'humanité.

L'Union pour le salut national sera toujours présente pour témoigner de l'endurance et du sacrifice du peuple des braves happé par tant d'entraves et tant de répressions depuis tant de décennies.

Nous aimerions au plus haut point que le même esprit de paix et de pardon pénètre aussi celui des autorités de notre pays pour que toute la nation emprunte ensemble le chemin de son apaisement. Mais cela n'est pas hélas ce que nous enseignent les événements qui continuent d'emplir les annales de notre histoire immédiate et de frapper les corps et âmes de nos concitoyens au pays et à l'étranger. Nous implorons Allah que les prières qui accompagnent ce jour merveilleux apaisent les souffrances et permettent le soulagement.

De tueries de civils femmes et enfants depuis les années de la lutte pour l'indépendance aux années de la guerre civile jamais terminée et aux années des massacres de Quartier 5, Arhiba, Bulduqo parmi les plus massifs, notre pays a aujourd'hui besoin de se reconstruire.

Même durant ce ramadan, des dizaines d'enfants et des femmes ont été arrêtés et incarcérés du pk 20 à Boullé à côte de Wéa, ainsi que des cheminots au nombre de 37.

De violations d'accords de paix en violations de conventions internationales, notre gouvernement ne doit pas pour autant nous empêcher les paroles de la bonté de l'islam.

C'est pourquoi nous ne voulons pas allonger ici les repères de nos tourments, préférant les remettre en cette soirée de pardon et de paix afin de pouvoir vous souhaiter le meilleur de la fête malgré tout.

Avec nos appels militants à redoubler d'effort pour ouvrir une nouvelle page de l'histoire de Djibouti.

**Le Président de l'USN**  
**Adan Mohamed Abdou**

\*

## **Djibouti: Manifeste du Collectif CEDD**

### **Plus qu'une étincelle avant l'implosion sociale à Djibouti**

Connectée à la réalité du bouleversement positif dans la région et lassée des communiqués laxistes, la colère populaire grogne à Djibouti, partout dans les discussions des citoyens, un mot revient aux lèvres: le départ inévitable et imminent du régime.

Longtemps contenue par une main de fer d'un pouvoir vieillissant, totalement coupé de la réalité féérique que vivent les Djiboutiens, le fossé entre une direction galvaudée par l'entourage stricte de Guelleh et l'extrême pauvreté de la masse, se creusent démesurément.

Lorsqu'elle atteint la cour de chaque citoyen djiboutien, la confection des populations dans un quotidien devenue une pente raide à escalader, ne peut déboucher que sur une implosion sociale, une insurrection inévitable, une colère profonde et légitime.

Lorsque l'accès aux soins de santé sont sujets des ressources financières,

Lorsque l'accès à l'électricité devient un luxe, lorsque le djiboutien lambda érige la seule raison de se lever le matin: payer sa facture d'électricité en dépit d'une qualité de service piteuse.

Lorsque les ressources financières du pays sont détournés abondamment par ceux-là qui imposent un coût de la vie insurmontable pour la Majorité.

Lorsque la corruption gangrène des pans entiers de l'administration, lorsque la gratuité de tout est offerte à une petite classe dirigeante commerçante fixent les prix de denrées de premières nécessités et spéculent sur la paupérisation des populations locales.

Lorsque le Mépris et la Répression deviennent les seuls Langages du pouvoir dans cette longue et profonde détresse collective des Djiboutiens.

Lorsque l'école de la République n'assure plus sa fonction principale, laissant place à l'émergence d'une éducation privée, destinée uniquement au cercle des proches serviteurs du pouvoir, abandonnant le rôle des écoles à devenir des garderies assurés par des enseignants sans grande conviction, humiliés, démotivés, victimes d'injustices, attirés par la survie dans l'enseignement privé.

Lorsque la famille proche confisque la direction de toutes les institutions du pays, lorsque la moindre promotion est sujet d'injustice, obéissant à un tri clanique et tribal en faisant fi des règles élémentaires et du respect de la constitution du pays.

Tous les ingrédients suscités sont malheureusement présents à Djibouti et risque d'engendrer une instabilité que ni la Corne, ni les forces étrangères basées n'arriveront à contenir.

Craignant la Surprise d'un soulèvement spontanée incontrôlé à l'aboutissement incertain, l'opinion internationale prise à témoin doivent comprendre que des régimes beaucoup plus sclérosés et robustes au Soudan ou en Algérie se sont effondrés tel un château de carte et traversent des périodes d'incertitudes dont on ignore les débouchés à terme.

C'est pourquoi le Collectif Européen de la Diaspora Djiboutienne, CEDD, basé en Belgique, profondément attaché à la Paix et la Stabilité Politique de Djibouti, appelle le régime. Djiboutien à engager une transition politique indispensable aujourd'hui avant un soulèvement de colère social incontrôlé.

Le Collectif CEDD réitère son rappel pressant dans ce Manifeste à l'ensemble des acteurs implantés à Djibouti, les pays amis, les forces étrangères établies, la France et la Délégation de l'Union Européenne, installés, à prendre la mesure de la situation très sérieuse.

Ainan Sougueh  
Président du Collectif CEDD  
Bruxelles, Le 1er Juin 2019.

Copie du Manifeste et rapports annexes adressés à : Délégation de l'Union Européenne à Djibouti  
L'Union Européenne ; Le Quai d'Orsay ; Cabinet du Président Macron ; Département Afrique à Washington

## Message de condoléances de la cour africaine des droits de l'homme et des peuples à l'occasion de la disparition du Sultan de Tadjourah

AFRICAN UNION  
الاتحاد الأفريقي

UNION AFRICAINE  
UNIÃO AFRICANA



AFRICAN COURT ON HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS  
COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES  
P.O Box 6274 Arusha, Tanzania Telephone: +255 27 2970 430 /431/432/433/434  
Web site [www.african-court.org](http://www.african-court.org) Email: [President's.Office@african-court.org](mailto:President's.Office@african-court.org)

**BUREAU DU PRÉSIDENT**

Réf.: AFCHPR/PRE/EXT/305.19  
Date: 23 mai 2019

S.E Ismaïl Omar Guelleh  
Président de la République de Djibouti  
DJIBOUTI

**Objet:** Condoléances suite au décès du Sultan de Tadjourah

Excellence,

Au nom de la délégation de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples en visite de travail à Djibouti et en mon nom propre, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence et à tout le peuple djiboutien nos condoléances les plus attristées suite au décès du Sultan de Tadjourah, Abdoukader Houmed, paix à son âme

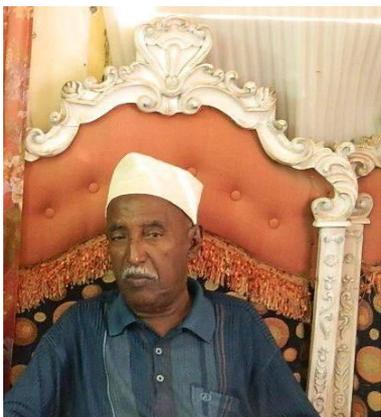
Alors que toute la nation observe un deuil en son honneur, notre prière est que Dieu le tout puissant et miséricordieux donne à votre Excellence et au peuple djiboutien la force et le courage pour traverser ces moments de dures épreuves. Le peuple djiboutien garde et gardera toujours de lui, le souvenir d'un homme de paix dédié à la cause de la dignité humaine.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, les assurances de ma très respectueuse considération.

Hon. Sylvain Qré  
  
Président de la Cour Africaine des  
Droits de l'Homme e des Peuples



## Condoléances de l'ARD à l'occasion du décès du sultan de Tadjourah



C'est avec tristesse que nous apprenons le décès survenu ce vendredi 17 mai 2019, dans un hôpital parisien, du Sultan de Tadjourah, Abdoukader Houmed.

Intronisé dans la Ville-Blanche en 1985, le défunt Sultan a toujours exercé son autorité dans le respect des valeurs traditionnelles : avec humilité, compassion et bienveillance.

C'est ainsi qu'il a traversé avec honneur et intégrité les douloureux épisodes qui ont endeuillé et meurtri sa région et ses concitoyens.

Il laisse une veuve et trois enfants.

Au nom de toute l'Alliance Républicaine pour le Développement, de ses cadres, militantes et militants, ainsi qu'en mon nom personnel, j'adresse mes condoléances les plus attristées à la famille du défunt Sultan Abdoukader Houmed, aux siens ainsi qu'à toute l'institution sultanesque.

INNA LILLAH WA INNA ILAYHI RAAJ'UUN

Le président du Haut-Conseil de l'ARD  
Adan Mohamed Abdou

Page 6/12

## Mai 2019 : au fil du mois

**Le pseudo remaniement " technique " hier du gouvernement IOG** est une manœuvre pathétique. Le dictateur cherche désespérément un second souffle à la veille du 20 -ème anniversaire de ses 4 mandats usurpés. Et d'un 5ème souhaité mais aléatoire...

### **Energie : vers des pénuries... en plein été**

Le régime fanfaron risque de déchanter bientôt et le peuple djiboutien déjà saigné à blanc aussi. Ainsi, selon certains médias, l'approvisionnement en eau et électricité en provenance d'Éthiopie risque de manquer dans les prochaines semaines. Si ces mauvaises nouvelles venaient à se confirmer, le candidat au 5e mandat pourrait connaître des nuits difficiles. Et les djiboutiens alors ?

### **Hommage à Ismael Ibrahim Houmed**

Nous avons appris avec une très grande tristesse le décès ce lundi de l'ancien Garde des Sceaux suite à un accident de la circulation survenu au PK 51. Le défunt était indépendantiste de la première heure et un combattant de la démocratie exilé durant plus de deux décennies. Déchu de sa nationalité au lendemain de l'indépendance pour son appartenance aux mouvements militants MPL et FDL par le régime de Gouled, ce brillant intellectuel natif de Adaylou était rentré au pays en 2001 pour occuper des ministères importants. Nous adressons nos condoléances attristées à toute sa famille et proches. Que le très haut lui accorde sa miséricorde et l'accueille en son Paradis éternel. Amin. Inna lillah wa inna ileyhi raajiquun

### **Cité Nassib de la fondation IOG : Entre détournement de logements et PRISON SECRÈTE DE LA POLICE.**

Jeudi 30 mai 2019, une vingtaine de mères, sinistrées de Balbala (4 m) ont été relaxées après une détention arbitraire de 4 jours à la SRD (Gendarmerie), pour avoir manifesté leur mécontentement devant la fondation IOG (la fondation de sa seigneurie). Elles accusent des membres de la mairie et un certain "Mahamoud" de la fondation IOG de détourner les logements qui leurs ont été octroyés. Après les mères, cette fois-ci, c'est au tour des jeunes du quartier de subir les violences, non pas des gendarmes mais des policiers. En effet depuis le 2 jours, 5 jeunes de la cité Nassib sont illégalement et arbitrairement SÉQUESTRÉS en dehors de tout cadre juridique dans une prison clandestine de la Police, où certainement des actes de torture sont perpétrés. NOUS EXIGEONS LEUR LIBÉRATION IMMÉDIATE ANSI QUE LA FERMETURE DE CE CENTRE ILLÉGAL DE DÉTENTION !!! Est-ce la cité Nassib ou la cité Bila-Nassib ???

### **MESSAGE DE CONDOLÉANCES DE LA COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES**

Le président de la Cour africaine, l'honorable juge Sylvain Oré, a adressé un message de condoléances au président de Djibouti à la suite du décès soudain du sultan de Tadjourah. Le sultan est décédé lors de la visite de sensibilisation de la Cour à Djibouti, à l'invitation du gouvernement.

## Commémoration du 18<sup>e</sup> anniversaire de l'accord de paix du 12 mai 2001 violé par le gouvernement

A l'occasion de la commémoration du 18<sup>e</sup> anniversaire de l'accord de paix du 12 Mai 2001 violé par le gouvernement, l'Alliance Républicaine pour le Développement (ARD) a organisé ce Dimanche soir 12 Mai 2019 un Foutour collectif au siège central de l'ARD.

### Photos de la cérémonie de commémoration



A l'occasion du foutour collectif (rupture de jeûne) lors de cette commémoration, plusieurs dirigeants de l'ARD, dont les membres du Haut-Conseil de l'ARD, sont intervenus pour délivrer des messages. Vous pouvez retrouver les messages vidéo sur le site de l'ARD, [ard-djibouti.org](http://ard-djibouti.org).

Sont intervenus :

Adan Mohamed Abdou, le président du Haut-Conseil  
Yassin Abdi, Président de l'Annexe ARD d'Ambouli  
Mme Hasna, Responsable des Femmes de l'ARD  
Cassim Ahmed Dini, Membre du Haut-Conseil

Vous pouvez écouter les vidéos sur [ard-djibouti.org](http://ard-djibouti.org)

\*

Page 7/12



Alliance Républicaine  
pour le Développement

*A l'occasion du  
18<sup>e</sup> Anniversaire de  
l'Accord de Paix  
du 12 mai 2001*

**ARD FOUTOUR COLLECTIF**

**2001 - 2019**

**Dimanche 12 mai**

**@ siège central**

## **20 ANS DE POUVOIR DU PRESIDENT DJIBOUTIEN : Guelleh partira-t-il jamais ? par Drissa Traoré**

Déjà 20 ans au pouvoir et le président djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh (IOG), n'est pas prêt à passer la main après son quatrième mandat qui prend fin en 2021. En effet, à l'occasion de son vingtième anniversaire à la tête de Djibouti, hier 8 mai, le septuagénaire président n'a montré aucun indice qui pourrait susciter une quelconque lueur d'espoir pour l'alternance dans ce petit pays de la Corne de l'Afrique. Ce qui renforce le doute sur ses velléités de présidence à vie, c'est d'avoir laissé entendre qu'il était « possible de passer la main » à la fin de son mandat.

Ce propos empreint de clair-obscur propre aux dictateurs et aux pouvoiristes, traduit l'attachement viscéral de Omar Guelleh au pouvoir. Car, en parlant de possibilité de passer la main, cela laisse croire que c'est sa volonté qui prime sur la Constitution djiboutienne et non l'inverse. En tous les cas, tout le monde sait que le pouvoir djiboutien est une dictature qui a su se donner les moyens pour embastiller le peuple et réduire la société civile et l'opposition au silence. Quand on sait que devenu président en 1999, Ismaïl Omar Guelleh a été réélu en 2005, puis, après une modification de la Constitution, en 2011 et 2016, cela apporte de l'eau au moulin de ceux qui pensent que ce n'est pas demain la veille que l'alternance interviendra à Djibouti.

Alors, Guelleh partira-t-il jamais ? Tout laisse croire que non. L'on avait eu la faiblesse de croire qu'après la parenthèse sanglante de 2013 suite aux législatives qui avaient abouti à une grave crise électorale et une répression du régime contre les opposants, le natif de Dire Dawa refermerait une des pages sombres de l'histoire politique du pays, pour en ouvrir une autre faite de liberté et de démocratie. Mais tant d'années après, le désenchantement est total. Pire, Guelleh s'est mué, au fil des ans, en véritable prédateur, aux dents acérées, des libertés individuelles et collectives.

### **Guelleh doit savoir arrêter pendant qu'il est encore temps**

Avec quelques performances réalisées au plan économique, notamment un taux de croissance de 6% et un triplement du produit intérieur brut, il reste que Djibouti n'est pas un exemple de démocratie. L'on peut même se demander si Ismaïl Omar Guelleh a l'intention de se défaire de cette image. En effet, eu égard aux manifestations dans son pays, inspirées par le printemps arabe qu'il a réussi à réprimer au début de 2011 et au regard de ce qui s'est passé récemment en Algérie et au Soudan, le président djiboutien devait être en mesure de comprendre que les populations africaines aspirent au changement et que les longs règnes aboutissent toujours au chaos.

C'est apparemment mal le connaître. Devenu le chouchou des puissances occidentales et asiatiques compte tenu de la position géostratégique de son pays où transitent 20% des exportations mondiales et de l'installation des bases militaires desdites puissances, le président Guelleh semble n'avoir peur de rien. Mais ce qu'il oublie, c'est que même s'il a réussi à contenir les contestations de 2011, huit ans après, rien ne dit qu'il pourra continuer d'aller à contre-courant des aspirations du peuple à l'alternance.

Car si les Tunisiens, les Egyptiens, les Algériens et les Soudanais ont réussi à chasser leurs dictateurs respectifs avec succès, c'est que les Djiboutiens aussi en sont capables, pour peu qu'ils acceptent un jour de faire des sacrifices. C'est dire que Guelleh doit savoir arrêter pendant qu'il est encore temps et donner des gages qu'il ne se succédera pas à lui-même au-delà de 2021.

**Drissa TRAORE**

Source : <http://lepays.bf/20-ans-de-pouvoir-du-president-djiboutien-guelleh-partira-t-il-jamais/>

\*

Page 8/12

**ARD - Journal Réalité - Edition mensuelle de Mai 2019**

[ard-djibouti.org](http://ard-djibouti.org)

[realite\\_djibouti@yahoo.fr](mailto:realite_djibouti@yahoo.fr)

[@ARD\\_Djibouti](https://twitter.com/ARD_Djibouti)

## Djibouti Les vingt ans de la dictature Guelleh

Si, pour les peuples d'Europe, la date du 8 mai est synonyme de fête et de paix, il n'en est pas de même à Djibouti. Ce jour-là, c'est à un anniversaire beaucoup moins joyeux auquel les citoyens de ce confetti de la Corne de l'Afrique – environ un million d'habitants – sont conviés chaque année. Mercredi, les Djiboutiens fêtaient ainsi le vingtième anniversaire de l'accession au pouvoir de leur président Ismaïl Omar Guelleh.

« Vingt années de recul, un verrouillage systématique, une répression continue de toute opposition et de toute société civile libre, avec un pays de plus en plus fermé », déplorait hier sur RFI Abdourahman Mohamed Guelleh, leader du parti d'opposition Radde. Un bilan déplorable que l'ONU résume à sa manière : au classement mondial du développement sous le règne d'Ismaïl Omar Guelleh, Djibouti a régressé de 15 places (172e sur 189 pays). S. 9/05/19. A. Source : <https://www.humanite.fr/djibouti-les-vingt-ans-de-la-dictature-guelleh-671998>

### **COMITE DE SOUTIEN A MOHAMED KADAMY Flash info N°09 du 6 mai 2019**

Résistant djiboutien sous la menace d'une lourde peine sur la base d'une commission rogatoire djiboutienne 1°) 9 mai à 19h30 - Soirée à la Maison Ouverte de Montreuil : Droit d'Asile

La Maison Ouverte avec le Comité de soutien à Mohamed Kadamy vous invitent :

**Jeudi 9 mai à 19h30 à la Maison Ouverte – 17 rue Hoche Montreuil.**

En soutien à Mohamed Kadamy, pour les droits de l'homme à Djibouti et pour le respect du droit d'asile.

Animée par Marie-Christine Vergiat, co-présidente Comité du comité de soutien et députée européenne (Front de gauche) et Claire Nicolas, présidente de la Maison Ouverte animeront la soirée.

### **La France, pays contre les droits de l'homme à Djibouti ?**

#### **La situation des droits de l'homme à Djibouti et la politique de la France**

- Mohamed Kadamy
- Jean-Loup Schaal, Président de l'Association pour le Respect des Droits de l'Homme à Djibouti

#### **L'asile politique est-il menacé en France ?**

- M. ZANG Président de l'Amicale Panafricaine,
- Michèle Decaster, Responsable de l'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec le Peuple d'Afrique,
- Me Bérenger Tourné, 'avocat de Mohamed Kadamy, sous réserve

Notre ami Mohamed Kadamy, militant djiboutien pour les droits de l'homme et la démocratie à Djibouti, avec qui nous avons fait de nombreuses manifestations de solidarité, est aujourd'hui en grand danger et a besoin de notre soutien.

Mohamed est réfugié politique depuis plus de 20 ans. il y a 20 ans nous avons accueilli à la Maison Ouverte Aicha Dabalé, sa femme, et son comité de soutien pour mener des actions et le faire sortir des prisons de Djibouti, où il était en très mauvais état de santé suite aux tortures. il a été accueilli en France en tant que réfugié politique grâce à tous ses soutiens.

Depuis nous menons régulièrement des actions de solidarité avec les associations qu'ils animent, notamment l'association Karera. Aujourd'hui Mohamed est poursuivi par la justice française à la demande des autorités djiboutiennes, il risque d'être extradé et envoyé à une mort certaine dans les geôles de Djibouti.

Il s'agit d'un odieux marchandage politique qui met en jeu la vie de Mohamed et le déni du statut de réfugié politique.

17 rue Hoche, 93100 Montreuil Tel : 06 52 61 93 76

<http://lamaisonouvertedemontreuil.ouvaton.org/> <http://www.facebook.com/maison.ouverte>

Page 9/12

**ARD - Journal Réalité - Edition mensuelle de Mai 2019**

**ard-djibouti.org**

**realite\_djibouti@yahoo.fr**

**@ARD\_Djibouti**

## **Djibouti où tout est imposé | Par MAN HASSAN SAID - Alwihda Info, 13 Mai 2019**

Passant par la carte vitale universelle, du pasta MA'IDA, du Lait Douda et là, l'uniforme scolaire pour appauvrir davantage une population déjà à terre qui n'arrive pas à vivre dignement.

A Djibouti il y a une inégalité extrême tant dans l'éducation, la santé et le marché du travail vis à vis de la classe sociale. Au pays de Guelleh, les riches ont plus des privilèges que la classe moyenne et les pauvres qui représentent 80% de la population.

Leurs descendances se sont tournées dans les écoles privées françaises ou à l'extérieur avec leurs doubles nationalités. L'éducation nationale est en chute libre (école publique ou autre), ce qui revient à dire une génération dans l'obscurantisme, sans avenir facilement manipulable et dirigeable afin de préserver la dictature en place.

Dans le royaume de Ben Guelleh, la répression et les arrestations brutales sont leurs définitions. Le 8 octobre 2017 les habitants pauvres de la banlieue de Balbala font face à une émeute policière et gendarme lourdement armés qui avaient pour mission de déloger ces habitants par tous les moyens possibles afin que la fondation IOG prenne place et que son éloge puisse s'étaler.

Mais avons-nous oublié que les djiboutiens confondus ont les mêmes droits et méritent les mêmes égards ? Les traiter de la sorte revient à les marginaliser.

Cela fait maintenant 3 ans jours pour jours que nous avons été témoins des massacres de la communauté Yonis Moussa. Il est à se demander si ce système n'a pas d'autres idées que de créer un conflit ethnique pour détourner les djiboutiens de la réalité.

Depuis, les morts et les blessés se comptent par les balles réelles utilisés par l'assaut des hommes en uniforme qui en réalité devraient être au service de la population et non la propriété d'un individu malsain.

Sous les regards des femmes et enfants déjà appauvris par cette dictature aux abois qui réprime par le sang, la RTD « la chaîne présidentielle » manipule le reste de la population djiboutienne pour avancer des arguments de telles faussetés et se permettre de traiter des djiboutiens : « d'étrangers, des troubleurs, des détracteurs, des pilleurs », etc....Et la communauté internationale ne réagit guère, personne n'en parle.

Face au silence et à la peur de nous tous, Djibouti régressera davantage par tous les maux de ces mafias-profiteurs. Il est de notre devoir de se mobiliser pour soutenir nos mères, pères, frères et sœurs victimes de cette dictature vieille de 40 ans.

Plus jamais de massacres d'une communauté envers une autre. Unissons-nous pour notre République.

Source : [https://www.alwihdainfo.com/Djibouti-ou-tout-est-impose\\_a72984.html](https://www.alwihdainfo.com/Djibouti-ou-tout-est-impose_a72984.html)

\*

Page 10/12

## **Djibouti : Arrestation et détention arbitraire de 37 cheminots de la société des chemins de fer (Awihda)**

Ce 26 mai 2019, alors que le premier d'entre eux était sur le point d'être licencié, dans un élan de solidarité, 36 cheminots djiboutiens ont déclenché un piquet de grève. Immédiatement, le lieutenant Ahmed mobilisa un peloton de gendarmes pour procéder à l'interpellation des 36 cheminots grévistes ainsi que leur collègue congédié.

Depuis lors, à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons toujours pas leur lieu de détention (ni même les familles). Entre les mains de cette gendarmerie, réputée pour commettre impunément des actes de tortures, des traitements inhumains ou dégradants, nous craignons pour l'intégrité physique et psychologique de ces jeunes cheminots, qui pacifiquement réclamaient leurs droits.

Complot en cours :

Nous apprenons, par une source digne de confiance, que toute une machination a été initiée autour de ces arrestations, à savoir : demain (lundi 27 mai 2019), ils seront présentés au parquet de Djibouti pour les faits de violences physiques avec armes à l'encontre de Mr Huge Wang. Selon cette même source, la liste des futurs remplaçants a déjà été soumise pour validation au nouveau ministre des transports.

Pour la énième fois, nous demandons au régime djiboutien : de se conformer aux dispositions constitutionnelles relatives à la protection des citoyens, au respect des libertés fondamentales, à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi qu'à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ratifiés par la République de Djibouti ; aux textes nationaux notamment la constitution du pays, le code de travail et enfin à l'application des conventions internationales ratifiées par la République de Djibouti.

Dernière minute : nous apprenons que les 37 cheminots sont détenus à la brigade de gendarmerie de Damerjog. © 2019 *Alwihda* Vendredi 17 mai 2019 - 16:10 UTC + 08:00

+++

## **120 migrants clandestins secourus au large de Djibouti**

DJIBOUTI, 17 mai (Xinhua) -- Cent vingt migrants clandestins en partance pour les pays du golfe arabe ont été secourus par la garde-côte djiboutienne (GCD) au large de Godoria, dans le nord de Djibouti, a-t-on appris vendredi auprès de cette institution.

Des éléments de la GCD ont découvert en effet lors d'une opération de patrouilles nocturnes une embarcation yéménite de type galba surchargée et en perdition au milieu d'un mauvais temps, précise un communiqué de la GCD.

Les 120 migrants et deux passeurs yéménites à bord de cette embarcation ont été transférés aussitôt sur les patrouilleurs de la GCD où ils ont reçu une assistance humanitaire en eau et nourriture ainsi que les premiers soins d'urgence pour les nécessiteux.

A leur arrivée au port de Djibouti, ces migrants, originaires d'Ethiopie, de Somalie et d'Erythrée, ont été immédiatement conduits à un centre de transit de la police djiboutienne en vue d'un rapatriement vers leurs pays d'origine.

Les passeurs yéménites ont été confiés pour leur part à la brigade des recherches, des investigations et des affaires judiciaires du garde-côte Djiboutien qui les remettra à la justice.

En janvier dernier, 52 migrants clandestins ont trouvé la mort dans le naufrage de deux embarcations surchargées au large de Djibouti.

© 2019 Xinhua - Agence de presse. Tous droits réservés.

La rédaction remercie Xinhua pour la reproduction in extenso de son article.

\*

Page 11/12

## L'Éthiopie suspend ses livraisons d'électricité à Djibouti ? par Mahdi A., mai 2019 (Human Village 36)

L'annonce a fait l'effet d'une bombe ce matin, l'Éthiopie en pleine crise énergétique, le gouvernement a décidé de couper le courant plusieurs heures par jour au niveau national, et de suspendre la distribution de celle-ci pour le marché de l'exportation. Djibouti et le Soudan seraient également affectés par cette mesure drastique imposée par les conditions climatiques. Le pays est frappé par une sécheresse sévère qui a affecté le niveau d'eau du barrage de la centrale d'hydroélectricité de Gibe 3.

*« L'Éthiopie a commencé à rationner l'électricité pour ses clients privés et industriels après une baisse du niveau des barrages hydroélectriques qui a entraîné un déficit de production, a déclaré vendredi le ministre de l'eau et de l'électricité, Seleshi Bekele.*

*La baisse du niveau du barrage de Gibe 3 a entraîné une perte de 476 mégawatts, a déclaré Seleshi lors d'une conférence de presse, représentant plus du tiers de la production d'électricité du pays de 1 400 MW.*

*L'Éthiopie a également suspendu ses exportations d'électricité vers les pays voisins, Djibouti et le Soudan, qui lui rapporte 180 millions de dollars par an, a annoncé le ministre.*

*Dans le cadre du programme de rationnement, prévu jusqu'en juillet, les consommateurs seront confrontés à des pannes d'électricité de plusieurs heures par jour, tandis que les entreprises de fabrication de ciment et d'acier devront organiser moins de quarts de travail en raison de ces réductions, a déclaré M. Seleshi » [1].*

95% de l'électricité en l'Éthiopie provient de barrages hydrauliques, c'est dire que cette mesure de rationnement risque d'avoir un impact significatif sur l'économie du pays faute de ressources énergétiques alternatives pour pallier à ces difficultés. L'Éthiopie semble ne pas voir le bout du tunnel, cette grave crise énergétique va plomber non seulement les résultats d'une économie déjà à la peine, mais va surtout nuire à l'image d'un pays qui se rêve en futur dragon du textile. En effet, l'ambitieuse politique industrielle menée au pas de course par un gouvernement soucieux de relever le défi de l'emploi des jeunes, est très gourmande en énergie. Devant l'accumulation de difficultés dans le pays, les entreprises, principalement étrangères, risquent de reporter les investissements qu'elles avaient programmés. La suspension annoncée des exportations d'énergie ne va pas arranger la crise des devises pour les sociétés nationales et étrangères, installées dans les douze pôles industriels, qui ont du mal déjà à convertir en devises leurs profits en monnaie locales.

L'Éthiopie peut-elle réellement se priver de ces devises dont son économie a tant besoin ? Se peut-il que cette annonce de suspension des exportations énergétiques ne soit qu'à usage interne, puisqu'il est difficile de justifier, pour n'importe quel gouvernement au monde, de vendre de l'énergie pour de la climatisation à des clients étrangers qui paient en dollars, lorsque sa population est invitée au régime sec du rationnement les trois prochains mois... Ce questionnement est d'autant plus cuisant que les équipes de coordination entre les deux pays présentes 24 heures sur 24 dans les locaux de contrôle de la palmeraie d'Ambouli et en Éthiopie, qui communiquent par une liaison fibre optique permanente, indépendante et sécurisée, ne signalent aucune modification du débit d'énergie délivré par la partie éthiopienne au moment où nous écrivons ces lignes. Pour autant, Djibouti n'est pas à l'abri d'une notification du fournisseur, puisque ce dernier peut en cas de force majeure modifier la volure après un préavis de 48 heures. Cela reste tout de même peu probable, et ce d'autant plus que depuis près d'un mois le pays pallie, avec l'usine de Boulaos, à la baisse des livraisons électriques de notre voisin, estimée entre 20 et 30% sur la base de 100 MW programmés durant la période estivale. Les capacités de production de la centrale de Boulaos, maintenues malgré l'efficacité de l'interconnexion avec l'Éthiopie en mode veille ces dernières années, sont en mesure d'assurer, nous dit-on, jusqu'à 70% voire 80% de nos besoins en énergie. Il n'y a plus qu'à croiser les doigts et espérer que la déclaration du gouvernement éthiopien n'avait qu'un caractère interne à destination de ses administrés, et que Djibouti et le Soudan continueront à être pourvus en hydroélectricité par le lion d'Abyssinie.

\*